

Salaires, budget : tout peut changer...

Mais pas sans nous !

5 NOVEMBRE – TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET MANIFESTATIONS

COMMUNIQUÉ >> MONTREUIL, LE 27 OCTOBRE 2026



La jeunesse nous a montré la voie ! Il n'est plus temps d'en rester au soutien au mouvement lycéen. Nous partageons sa colère, nous soutenons ses revendications et nous réclamons nous aussi un autre budget pour faire fonctionner les services publics et augmenter nos salaires. A nous désormais de nous mobiliser massivement le 5 novembre et au-delà.

AU MONDE DU TRAVAIL DE PRENDRE

LE RELAIS DE LA COLÈRE

La jeunesse se mobilise depuis des semaines. Mais les manifestations des 17 et 24 octobre ont montré que la colère dépasse les lycées et les universités. Salaires, services publics, conditions d'études, emplois : les revendications sont partout les mêmes ! Nous demandons d'autres choix politiques et un autre budget pour faire de la place à la jeunesse, à nos missions de service public et permettre des conditions de travail dignes pour les agents publics. Le 5 novembre, franchissons une nouvelle étape, à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle : mettons-nous massivement en grève et manifestons !

NOUS AVONS TOUTES LES RAISONS

D'ENTRER DANS LA GRÈVE

Les fins de mois sont difficiles, nos salaires stagnent, nos carrières piétinent, nos services craquent. Nous devons faire toujours plus, avec des équipes sous tension et des moyens insuffisants. Notre engagement ne peut pas servir indéfiniment à compenser les postes manquants et les budgets amputés. Nous ne pouvons pas non plus supporter plus longtemps de voir nos salaires si bas quand les prix s'envolent. Pourtant le gouvernement refuse toute revalorisation du point d'indice et son projet de budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et baisses de crédits. Ça ne peut plus durer ! Ne laissons plus la jeunesse porter seule la colère !

LE BUDGET N'EST PAS UNE FATALITÉ :

NOUS POUVONS GAGNER !

La colère est immense et la mobilisation n'a jamais été aussi forte. C'est le moment pour le monde du travail et plus particulièrement pour les agents publics de prendre le relais de la jeunesse. Oui un autre budget est possible. La justice fiscale et la remise à plat des aides publiques aux entreprises doivent permettre de financer les besoins sociaux, plutôt que de demander toujours de nouveaux sacrifices aux mêmes. Oui il est possible d'imposer d'autres choix au gouvernement. Il ne pourra pas rester immobile face à la puissance de la mobilisation populaire.

LA DÉMOCRATIE EST ATTAQUÉE : À NOUS DE LA DÉFENDRE !

Nous dénonçons fermement la répression des mouvements de jeunesse et la focalisation politico-médiatique sur les feux de poubelles et les vitres brisées. Bien sûr nous condamnons les violences, mais qui les a laissées faire ? En réalité, tous les signaux sont aux rouges et la

France vit une fragilisation extrêmement inquiétante de l'État de droit : mise sous pression du droit de manifester, usage disproportionné de la force publique, accélération des réponses pénales et remise en question de l'indépendance de la justice, tentatives de discrédit des oppositions politiques... La banalisation de l'exception et la transformation du conflit social en problème de sécurité affaiblissent profondément les garanties démocratiques.

LE 5 NOVEMBRE, GÉNÉRALISONS LA GRÈVE
IMPOSONS UN AUTRE BUDGET
POUR NOS SALAIRES,
NOS DROITS ET LES SERVICES PUBLICS !

NOS EXIGENCES SONT CLAIRES :

- Augmenter immédiatement le point d'indice d'au moins 10%, l'indexer sur l'inflation et obtenir la refonte des grilles.
- Rétablir la GIPA, supprimer le jour de carence et revenir à 100% de rémunération en congé maladie ordinaire.
- Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- et revaloriser les métiers à prédominance féminine.
- Arrêter les suppressions d'emplois, recruter et titulariser à hauteur des besoins.
- Donner aux services les moyens de bien travailler : prévenir la souffrance au travail, réduire les surcharges et adapter les bâtiments au dérèglement climatique.

Dès maintenant, discutons avec nos collègues, réunissons-nous en assemblées générales et organisons la grève dans chaque service.

Faisons du 5 novembre un point d'appui pour élargir le mouvement et décider ensemble des suites.

Un préavis UFSE-CGT couvre les personnels de la Fonction publique de l'État du 1^{er} novembre au 31 décembre 2026, y compris les personnels en horaires décalés

